

Profil des régions du Québec : familles, ménages et logements privés

Henri-Claude Joseph
Direction des statistiques économiques et sociales

INTRODUCTION

Dans le processus de mise à jour de l'information statistique fondamentale sur la population québécoise, ce profil des régions du Québec s'ajoute aux deux précédents parus en juin et en septembre de l'an dernier. Il ouvre ainsi de nouveaux volets qui favorisent un meilleur éclairage de l'analyse évolutive et comparative régionale, enclenchée avec la diffusion des toutes premières données du recensement de 2001. Concrètement, produit en fonction des caractéristiques particulières disponibles, plus socioéconomiques que démographiques, le présent texte continue de raffiner le portrait démographique du Québec et de ses régions, en le structurant :

- par famille, vivant en couple ou non, avec ou sans enfant à la maison;

- par ménage, de type privé ou non, familial ou non familial;
- par logement occupé, de nature privée ou collective, selon le type de construction et le mode d'occupation.

Enfin, il n'est pas inutile de redire que quelques changements ont été apportés à certains concepts tels que le logement privé avec accès à l'eau courante ou non, la famille de recensement avec couple de même sexe, la famille avec enfant à la maison, marié ou non, avec grand-parent ou non, etc. Ainsi, certaines comparaisons invitent à la prudence, même si, statistiquement, l'incidence des modifications conceptuelles reste non significative.

LES FAMILLES ET LES MÉNAGES

1. Les familles de recensement

En 2001, le Québec compte 2 019 555 familles, soit 24,1 % du total canadien. Par rapport au recensement de 1996, il s'agit d'un accroissement de 69 580 familles, comparativement à celui de 66 740 familles qui s'est produit entre 1991 et 1996. Pourtant, un coup d'œil rétrospectif – qui remonte aussi loin qu'au recensement de 1951, soit le dernier recensement décennal des annales canadiennes – montre que le Québec, qui s'enrichissait d'au moins 100 000 familles à chaque recensement, n'en dénombre que moins de 80 000 et de 70 000 depuis le recensement de 1986, exception faite de celui de 1991. Plus précisément, en termes relatifs, le nombre de familles – qui caracolait de plus de 10 % à chacun de ces recensements jusqu'en 1976 – voit le rythme ralentir à 8,5 % en 1981 et ainsi de suite, jusqu'à 3,5 % de 1991 à 1996 et à 3,6 % de 1996 à 2001.

Sur une base décennale, le nombre de familles du Québec s'accroît de 7,2 % entre 1991 et 2001 et de 12,7 % entre 1981 et

1991, comparativement à 23,2 % entre 1971 et 1981, à 23,0 % entre 1961 et 1971 et à 28,9 % entre 1951 et 1961. Ces pourcentages correspondent respectivement, **en chiffres absolus**, à 136 321 et à 211 696 familles supplémentaires entre 1991 et 2001 et entre 1981 et 1991, en comparaison de plus de 245 000 entre 1951 et 1961, de plus de 250 000 entre 1961 et 1971 et de plus de 300 000 entre 1971 et 1981. En gros, depuis l'adoption en 1951 et la mise en place subséquente des recensements quinquennaux, le nombre de familles au Québec fait plus que doubler (précisément 2,4 fois), pendant que la population se trouve multipliée par 1,8.

1.1 ... selon leur structure matrimoniale

- Sur les 2 019 555 familles québécoises, 58,2 % comptent un couple marié, 25,2 % un couple en union libre et 16,6 % sont des familles monoparentales, comparativement à des proportions respectives de 70,5 %, de 13,8 % et de 15,7 % au Canada ou à celles de 75,4 %, de 9,4 % et de 15,2 % en Ontario. **Au Québec**, par

Institut
de la statistique

Québec 

rapport à 1996, les couples mariés perdent 5,4 points de pourcentage, tandis que les couples en union libre gagnent 4,7 points et les familles monoparentales, 0,7 point. Ainsi, l'année 2001 indique 1 683 960 familles québécoises avec conjoints (dont 508 520 couples en union libre) et 335 590 familles monoparentales. **Ces familles monoparentales** du Québec relèvent à 79,7 % d'un parent féminin, celles de l'Ontario, à 82,5 % et celles du Canada, à 81,3 %. Ainsi, en partant de l'année 1951 où elle est établie à 73,8 %, la proportion des familles monoparentales avec parent féminin au Québec monte graduellement, passant à 75,9 % en 1961, à 78,0 % en 1971 jusqu'à un sommet de 83,2 % en 1981; elle descend ensuite de façon continue à 82,5 % en 1986 jusqu'au-dessous de 80 % en 2001, après être passée par 81,9 % en 1991 et 81,6 % en 1996.

- De fait, **de 1996 à 2001**, le nombre total de familles monoparentales s'accroît de 8,5 % au Québec, avec un pic de 65,0 % dans le Nord-du-Québec, et des bonds de 16,9 % dans les Laurentides, de 14,4 % dans l'Outaouais, de 13,4 % dans Lanaudière, de 12,9 % dans la Côte-Nord, de 11,3 % dans Laval et de 10,2 % dans la Montérégie. **En chiffres absolus**, il s'agit d'une hausse de 26 160 familles monoparentales au Québec, dont 5 420 familles à Montréal, 5 215 dans la Montérégie et 2 925 dans les Laurentides.
- En 10 ans, **entre 1991 et 2001**, le Québec compte 24,8 % de plus de familles monoparentales, Lanaudière, 55,1 %, les Laurentides, 52,0 % et l'Outaouais, 40,4 %. Cela se traduit par un contingent de 66 710 familles monoparentales supplémentaires au Québec, dont 13 415 familles dans la région administrative de Montréal et 13 325 dans la Montérégie.
- **Quant aux familles avec conjoints** – soit 83,4 % des familles du Québec en 2001 –, 69,8 % ou 1 175 440 familles sont formées de couples mariés et 30,2 % ou 508 520 familles vivent en union libre. Au Canada, 83,6 % sont des couples mariés et 16,4 %, des couples en union libre, comparativement à 89,0 % et à 11,0 % en Ontario.
- Précisément, **au Québec**, les familles avec couple vivant en union libre s'accroissent de 27,0 % ou de 108 250 familles **de 1996**

à 2001, contrairement aux familles avec couple marié qui diminuent de 5,2 % ou de 64 830 familles. Depuis 1986, le nombre de familles avec couple en union libre se trouve multiplié par 2,7, après avoir grimpé de 62,7 % de 1986 à 1991 et de 30,4 % de 1991 à 1996. Depuis les 10 dernières années, c'est-à-dire **entre 1991 et 2001**, ce nombre s'élève de 65,7 % ou de 201 615 familles, tandis que les familles avec couple marié déclinent de 10,1 % ou de 132 005 familles.

1.2 ... selon le nombre d'enfants à la maison

Sur les 2 millions de familles du Québec, 62,8 % ou 1 267 815 familles ont des enfants à la maison et 37,2 % ou 751 740 familles n'en ont pas. **Parmi ces familles sans enfant à la maison**, 67,2 % ou 505 185 familles sont des couples mariés et 32,8 % ou 246 550 couples vivent en union libre. Au Canada, les proportions respectives sont de 79,5 % et de 20,5 %, en regard de 84,4 % et de 15,6 % en Ontario. Ainsi, **au Québec**, par rapport à 1996, cette proportion chez les couples mariés perd 4 points de pourcentage au bénéfice des couples vivant en union libre. Depuis 1986 où elle se situe à 77,7 %, la part des familles avec couple marié sans enfant à la maison descend à 73,1 % en 1991 et à 71,2 % en 1996. Pour ce qui est des couples en union libre, la proportion va de 22,3 % en 1986 à 26,9 % en 1991 et à 28,8 % en 1996.

Ainsi, **de 1996 à 2001**, le nombre de familles sans enfant à la maison s'élève au Québec de 13,3 % ou de 88 290 familles, dont 17 620 familles dans la Montérégie et 10 765 familles dans la région de Montréal.

En ce qui concerne **les familles québécoises avec enfant à la maison**, 52,9 % comptent un couple marié, 20,7 % vivent en union libre et 26,5 % sont des familles monoparentales. Au Canada, 65,3 % des familles sont constituées d'un couple marié, 10,0 %, d'un couple en union libre et 24,7 % se déclarent monoparentales, tandis que, en Ontario, les proportions sont respectivement de 70,6 %, de 6,0 % et de 23,4 %.

2. Les ménages privés selon le genre

- En 2001, sur les 3 millions de ménages recensés au Québec, 67,0 % sont considérés comme familiaux. De fait, 66,1 % des ménages québécois ne sont composés que de une famille, 0,8 %, de deux familles et

plus, 29,6 %, de une personne, et 3,5 %, de deux personnes et plus. Par rapport au recensement de 1996, la proportion des ménages unifamiliaux se contracte de 1,7 point et celle des ménages de deux personnes, de 0,8 point, tandis que la part des ménages de une personne monte de 2,3 points et celle des ménages multifamiliaux, de 0,2 point. Or, au recensement de 1951, 91,9 % des ménages québécois étaient familiaux. Ainsi, en cinquante ans, la proportion des ménages familiaux perd 25 points (dont 19 points dans le groupe unifamilial), entièrement au profit des ménages de une personne dont la part n'était que de 4,5 % en 1951.

- **De 1996 à 2001**, le nombre de ménages privés québécois augmente de 5,5 %, soit de 3,3 % pour ce qui est des ménages familiaux et de 10,5 % en ce qui regarde les ménages non familiaux. Plus particulièrement, les ménages unifamiliaux

s'accroissent de 3,0 % ou de 56 345 ménages, les ménages multifamiliaux, de 35,6 % ou de 6 500 ménages, et les ménages de une personne, de 14,4 % ou de 110 930 ménages, tandis que les ménages de deux personnes et plus reculent de 14,6 %.

- **Sur une période de 10 ans**, soit depuis 1991, le nombre de ménages non familiaux progresse au moins quatre fois plus vite que les ménages familiaux (28,1 % contre 6,8 %). Tout de même, de manière détaillée, les ménages multifamiliaux grimpent de 49,8 % ou de 8 235 ménages, et les ménages de une personne, de 35,4 % ou de 230 415 ménages, tandis que les ménages unifamiliaux n'avancent que de 6,5 % ou de 119 465 ménages, et que les ménages de deux personnes fléchissent de 12,2 % ou de 14 310 ménages.

Familles de recensement selon le nombre d'enfants à la maison, régions administratives du Québec, 2001

Région administrative	Total	Famille sans enfant	Famille avec enfant(s)			
			Total	1 enfant	2 enfants	3 enfants et plus
n						
01 Bas-Saint-Laurent	56 755	22 260	34 495	16 500	12 795	5 195
02 Saguenay-Lac-Saint-Jean	80 325	28 660	51 660	24 005	19 700	7 960
03 Capitale-Nationale	176 800	69 620	107 175	53 505	40 925	12 730
04 Mauricie	72 290	29 140	43 140	21 570	16 435	5 135
05 Estrie	79 920	33 450	46 465	20 775	17 825	7 845
06 Montréal	466 595	171 360	295 235	144 490	104 590	46 155
07 Outaouais	90 785	32 710	58 060	27 865	22 370	7 830
08 Abitibi-Témiscamingue	41 780	15 695	26 090	11 635	10 255	4 195
09 Côte-Nord	28 965	10 020	18 915	9 330	7 150	2 435
10 Nord-du-Québec	9 985	2 320	7 625	2 545	2 560	2 520
11 Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine	28 975	10 765	18 210	9 745	6 470	1 980
12 Chaudière-Appalaches	108 895	39 635	69 245	29 850	27 675	11 720
13 Laval	99 055	35 140	63 920	28 640	25 810	9 470
14 Lanaudière	113 440	40 770	72 660	31 845	30 090	10 725
15 Laurentides	134 440	50 620	83 810	37 750	33 780	12 295
16 Montérégie	368 985	135 580	233 410	103 895	93 845	35 645
17 Centre-du-Québec	61 550	23 915	37 640	16 635	14 420	6 575
Le Québec	2 019 555	751 740	1 267 815	590 625	486 720	190 475

Source : Statistique Canada, Recensement du Canada, 2001.

Compilation et traitement : Institut de la statistique du Québec, Direction de l'édition et des communications, 2002.

Familles de recensement selon le nombre d'enfants à la maison, régions métropolitaines de recensement du Québec, 2001

Région métropolitaine de recensement	Total	Famille sans enfant	Famille avec enfant(s)			
			Total	1 enfant	2 enfants	3 enfants et plus
	n					
Le Québec	2 019 555	751 740	1 267 815	590 625	486 720	190 475
408 Saguenay ¹	44 800	16 280	28 520	13 630	10 945	3 950
421 Québec	189 425	72 670	116 760	57 340	45 190	14 225
433 Sherbrooke	41 725	17 015	24 705	11 170	9 685	3 855
442 Trois-Rivières	38 570	15 145	23 430	11 690	9 145	2 595
462 Montréal	935 255	331 515	603 740	279 770	232 045	91 930
505 Gatineau ²	73 565	25 145	48 415	23 275	18 765	6 380

1. Auparavant désignée sous le nom de RMR de Chicoutimi-Jonquière.

2. Partie québécoise de la RMR de Gatineau-Ottawa.

Source : Statistique Canada, Recensement du Canada, 2001.

Compilation et traitement : Institut de la statistique du Québec, Direction de l'édition et des communications, 2002.

LES LOGEMENTS

3. Les logements privés occupés

3.1 ... selon le type de construction résidentielle

- En 2001, parmi les 2 978 115 logements privés occupés du Québec, 46,0 % sont des maisons individuelles, 39,8 % des appartements dans un duplex ou un immeuble de moins de cinq étages, 8,2 % des maisons jumelées ou en rangée ou autres unités attenantes, 5,2 % des appartements dans un immeuble de cinq étages et plus, et 0,7 % des maisons mobiles. Par rapport à 1996, la part des immeubles de cinq étages et plus et des maisons mobiles ne bouge pas, tandis que celle des maisons individuelles progresse de 0,9 point, celle des maisons jumelées et autres, de 0,4 point, et que celle des duplex et autres diminue de 1,6 point. **De 1996 à 2001**, le nombre total de logements privés occupés du Québec croît de 5,5 %, stimulé par les bons résultats dans toutes les catégories de logements, à l'exception des appartements dans les duplex qui reculent de 8,1 %. La catégorie la plus importante, c'est-à-dire les maisons individuelles, augmente de 7,7 % et, à sa suite, celles des appartements dans des immeubles de moins de cinq étages (+ 3,3 %), des appartements dans des immeubles de cinq étages et plus (+ 6,7 %), des maisons jumelées (+ 12,3 %), des maisons en rangée (+ 10,8 %), des maisons mobiles

(+ 11,8 %) et d'autres maisons individuelles attenantes (+ 17,1 %).

- En chiffres absolus**, de 1996 à 2001, le Québec dispose de 156 085 logements supplémentaires, malgré la baisse de 13 935 appartements dans les duplex. Les maisons individuelles gagnent 98 405 unités, les immeubles de moins de cinq étages, 33 045 unités, les maisons jumelées, 16 015 unités, les immeubles de cinq étages et plus, 9 680 unités, les maisons en rangée, 7 780 unités, les autres maisons attenantes, 2 805 unités, et les maisons mobiles, 2 290 unités.
- En réalité, même si elle s'inverse durant la seconde moitié de la décennie **1991-2001**, la tendance à la baisse, observée durant la première moitié, touche trois catégories de logements dans le bilan décennal, à savoir les maisons mobiles (- 12,4 %), les autres maisons attenantes (- 4,8 %) et les appartements de duplex (- 1,3 %). À l'opposé, les maisons en rangée bondissent de 31,0 %, les maisons jumelées, de 26,0 %, les maisons individuelles, de 16,7 %, les appartements d'immeubles de cinq étages et plus, de 12,7 % et les appartements d'immeubles de moins de cinq étages, de 9,3 %. Ainsi, le nombre total de logements privés occupés durant la décennie 1991-2001 monte de 13,1 %.
- En chiffres absolus**, durant cette période de 10 ans, le Québec affiche 343 815 nou-

velles unités, malgré les résultats négatifs relatifs aux maisons mobiles (- 3 075), aux appartements de duplex (- 2 095) et aux autres maisons individuelles attenantes (- 960). Toute la compensation vient des maisons individuelles (+ 195 920), des appartements d'immeubles de moins de cinq étages (+ 87 495), des maisons jumelées (+ 30 205), des maisons en rangée (+ 18 975) et des appartements d'immeubles de cinq étages et plus (+ 17 350).

- **Sur le plan régional**, en 2001, la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine affiche le plus fort pourcentage de maisons individuelles (79,1 %), suivie entre autres de Lanaudière (72,2 %), de la Chaudière-Appalaches (69,5 %) et des Laurentides (66,7 %) qui, toutes, dépassent d'au moins 20 points de pourcentage la moyenne québécoise (46,0 %). D'ailleurs, les deux seules régions en dessous de cette moyenne restent Québec (42,5 %) et, surtout, Montréal (12,2 %). Les maisons jumelées se trouvent en proportion nettement supérieure à la moyenne (4,9 %) dans les régions du Nord-du-Québec (11,6 %), de l'Outaouais (10,2 %), de Laval (9,9 %) et du Saguenay-Lac-Saint-Jean (6,3 %), alors que dix régions, particulièrement l'Estrie (2,9 %), ont une part inférieure. Pour ce qui est des maisons en rangée, seulement trois régions montrent une proportion supérieure à la moyenne (2,9 %), soit l'Outaouais (4,3 %), Montréal (4,1 %) et la Côte-Nord (3,0 %), tandis qu'avec 1,3 % à peine, la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, le Bas-Saint-Laurent, la Chaudière-Appalaches et la Mauricie ferment le peloton. La région de Montréal, avec 63,1 %, se distingue encore plus, et loin devant Québec (36,6 %), seule autre région située au-dessus de la moyenne québécoise (34,5 %) au chapitre des appartements dans les immeubles de moins de cinq étages. Suivent l'Estrie (30,1 %), la Mauricie (28,1 %), Laval (26,3 %), la Montérégie (25,0 %) et, en fin de liste, la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine (9,6 %). Il en va de même dans le groupe des appartements dans les immeubles de cinq étages et plus où Montréal, avec 12,8 %, dépasse nettement la moyenne (5,2 %), devant Laval (6,9 %) et Québec (6,2 %) et, bien sûr, devant les autres régions en dessous de cette moyenne absolue, telles que l'Outaouais (4,3 %), la Montérégie (2,0 %) et, surtout, la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine (0,1 %),

l'Abitibi-Témiscamingue (0,1 %) ou le Nord-du-Québec qui n'a même pas de tels appartements. Par contre, en ce qui a trait aux maisons mobiles, la Côte-Nord et le Nord-du-Québec, avec 9,2 % et 6,4 % respectivement, dominent le Québec (0,7 %) et toutes les autres régions classées au-dessus et en dessous de cette moyenne, particulièrement Montréal dont la part se révèle presque nulle.

- Ainsi, **entre 1996 et 2001**, le nombre de logements privés occupés, en hausse de 5,5 % au Québec, demeure inchangé uniquement dans la région de la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine et il croît dans toutes les autres régions, soit de 9,9 % dans les Laurentides, de 7,8 % dans Lanaudière, de 7,7 % dans l'Outaouais, de 7,6 % dans l'Estrie et ainsi de suite, jusqu'à 0,2 % en Abitibi-Témiscamingue. Dans le même ordre, le nombre de maisons individuelles s'accroît de 12,1 % dans les Laurentides, de 11,3 % dans l'Outaouais, de 10,1 % dans Laval et, en dernière place, de 0,4 % dans la Côte-Nord. Quant aux appartements dans les immeubles de moins de cinq étages, le taux de croissance le plus élevé concerne l'Outaouais (+ 11,7 %), qui devance notamment Lanaudière (+ 8,0 %), Québec (+ 7,1 %), le Bas-Saint-Laurent (+ 5,3 %), le Centre-du-Québec (+ 4,6 %) et l'Estrie (+ 4,5 %), tandis que la décroissance frappe sept régions, entre autres la Mauricie (- 4,9 %), Laval (- 3,7 %) et le Saguenay-Lac-Saint-Jean (- 1,5 %). C'est l'inverse du côté des appartements d'immeubles de cinq étages et plus qui ne fléchissent que dans deux régions, Lanaudière (- 22,4 %) et le Bas-Saint-Laurent (- 3,9 %), et enregistrent des bonds dans plusieurs régions telles que la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine (+ 50,0 %), la Chaudière-Appalaches (+ 24,8 %), le Centre-du-Québec (+ 24,2 %), l'Abitibi-Témiscamingue (+ 21,4 %), Laval (+ 19,0 %), la Côte-Nord (+ 12,3 %) et les Laurentides (11,4 %). De même, les maisons mobiles, d'une part, font une poussée notamment dans la Côte-Nord (+ 75,9 %), la Chaudière-Appalaches (+ 62,7 %), la Mauricie (+ 45,3 %), l'Estrie (+ 41,0 %), le Bas-Saint-Laurent (+ 40,7 %) et, d'autre part, subissent une chute en Abitibi-Témiscamingue (- 73,3 %), dans l'Outaouais (- 56,4 %) et Lanaudière (- 25,3 %). En gros, en termes relatifs et en chiffres absolus, de 1996 à 2001, les maisons individuelles se révèlent la seule catégorie à afficher un accroissement dans

toutes les régions administratives du Québec. Même la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine, dont le nombre total de logements privés occupés ne bouge pas, connaît une progression de 350 maisons individuelles, suivie de 190 maisons jumelées. L'augmentation de maisons individuelles la plus importante est de 21 730 unités sur les 26 875 nouveaux logements privés de la Montérégie. Toutefois, Montréal enregistre la hausse la plus élevée de logements privés, soit 32 425 unités dont 18 780 appartements d'immeubles de moins de cinq étages, 5 735 appartements d'immeubles de cinq étages et plus et 4 240 maisons individuelles. Les Laurentides disposent de 16 255 logements privés supplémentaires, dont 13 010 maisons individuelles, pendant que la région de Québec dénombre 16 475 nouveaux logements privés, dont 8 200 maisons individuelles et 6 805 appartements d'immeubles de moins de cinq étages.

- En 10 ans, **entre 1991 et 2001**, les régions présentent une croissance au-delà de 10 %, sauf la Mauricie (+ 8,0 %), la Côte-Nord (+ 6,9 %), l'Abitibi-Témiscamingue (+ 6,7 %), Montréal (+ 6,4 %) et la Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine (+ 5,3 %). Cela se traduit par des gains fort importants, particulièrement de 63 895 unités en Montérégie (dont 40 845 maisons individuelles), de 48 295 unités à Montréal (dont 26 570 appartements d'immeubles de moins de cinq étages), de 40 290 unités dans les Laurentides (dont 27 455 maisons individuelles) et de 35 860 dans la région de Québec (dont 15 695 maisons individuelles et 12 665 appartements d'immeubles de moins de cinq étages).
- Vue sous l'angle **des régions métropolitaines de recensement (RMR)**, la répartition des logements privés occupés du Québec permet d'observer que, dans la RMR de Montréal, 50,0 % de ces logements sont des appartements dans des duplex ou dans des immeubles de moins de cinq étages et 31,8 %, des maisons individuelles, tandis que, dans la RMR du Saguenay, 49,9 % des logements privés sont constitués de maisons individuelles et 37,5 %, d'appartements dans des duplex ou dans des immeubles de moins de cinq étages. Ailleurs, par exemple, la RMR de Gatineau (partie québécoise de la RMR d'Ottawa-Gatineau) présente des proportions de 48,7 % et de 28,6 %, comparativement à 41,7 % et à 42,9 % pour la RMR de Québec, ou bien 43,3 % et 46,3 % pour la RMR de Sherbrooke, ou encore 47,7 % et 42,4 % pour la RMR de Trois-Rivières.
- Ainsi, **de 1996 à 2001**, aucune RMR ne subit de recul du total des logements privés occupés, ou des trois catégories suivantes : les maisons individuelles non attenantes, les maisons jumelées et les maisons en rangée. Seule la RMR de Trois-Rivières montre une croissance (+ 6,2 %) quant aux appartements dans des duplex. Par contre, seule la RMR du Saguenay accuse une réduction (- 27,9 %) dans la catégorie des autres maisons individuelles attenantes, et l'unique diminution de maisons mobiles (- 73,8 %) ne touche que la RMR de Gatineau. En gros, durant cette période quinquennale, les taux de croissance des logements privés occupés vont, dans l'ordre, de 9,4 % dans la RMR de Gatineau à 3,5 % dans celle de Trois-Rivières, en passant par 8,9 % dans la RMR de Sherbrooke, 7,0 % dans celle de Québec, 5,7 % dans celle de Montréal et 3,8 % dans celle du Saguenay. De façon détaillée, dans la RMR de Gatineau, le nombre de maisons individuelles s'élève de 13,7 % ou de 6 050 unités, et celui des appartements d'immeubles de moins de cinq étages monte de 14,8 % ou de 3 120 unités. La RMR de Montréal compte 8,5 % ou 35 410 maisons individuelles de plus, et 3,5 % ou 22 330 appartements de plus, tandis que, dans la RMR de Québec et pour les mêmes catégories, on observe 7,3 % ou 8 395 unités, et 6,7 % ou 6 895 unités.
- La période **1991-2001** offre pour ainsi dire le même portrait quant au rythme de la variation des catégories de logements et quant à la place occupée par chaque région. En effet, la RMR de Gatineau reste celle qui connaît la plus forte progression des logements (+ 22,8 %), suivie de la RMR de Sherbrooke (+ 18,0 %), de celles de Québec (+ 16,5 %), de Montréal (+ 11,9 %), de Trois-Rivières (+ 10,0 %) et du Saguenay (+ 9,1 %).
- En détail, dans la RMR de Gatineau, le nombre de maisons individuelles s'accroît de 24,0 % ou de 9 755 unités et le nombre d'appartements, de 23,2 % ou de 4 565 unités. En ce qui concerne la RMR de

Logements privés occupés selon le mode d'occupation, régions administratives du Québec, 2001, 1996 et 1991

Caractéristique	Le Québec	01 Bas-Saint-Laurent	02 Saguenay– Lac-Saint-Jean	03 Québec	04 Mauricie	05 Estrie	06 Montréal	07 Outaouais	08 Abitibi- Témisca- mingue
n									
2001									
Total	2 978 115	81 825	109 035	278 765	110 275	119 940	805 820	127 360	58 920
En propriété	1 724 465	56 780	72 060	155 190	67 550	72 955	288 280	83 040	38 760
En location	1 249 460	25 030	36 760	123 550	42 230	46 960	517 540	44 320	19 865
Logement de bande	4 190	–	210	20	495	–	–	10	305
1996									
Total¹	2 818 905	78 365	104 265	262 295	107 510	111 495	773 400	118 260	58 785
En propriété	1 593 600	54 365	67 295	144 385	63 870	65 935	264 985	75 935	36 970
En location	1 225 305	24 000	36 885	117 910	43 485	45 560	508 415	42 260	21 510
Logement de bande	–	–	85	–	155	–	–	65	305
1991									
Total¹	2 632 500	74 185	98 390	242 910	102 055	102 880	757 525	105 720	55 230
En propriété	1 463 190	51 570	63 555	130 590	60 135	60 835	253 560	66 860	34 485
En location	1 169 310	22 615	34 730	112 320	41 615	42 045	503 965	38 835	20 505
Logement de bande	–	–	105	–	305	–	–	25	240

1. Le total du Québec n'inclut pas les logements de bande.

Source : Statistique Canada, Recensement du Canada, 2001.

Compilation et traitement : Institut de la statistique du Québec, Direction de l'édition et des communications, 2002.

Montréal, il s'agit d'accroissements de 17,1 % ou de 65 945 maisons et de 7,2 % ou de 44 185 appartements.

3.2 ... selon le mode d'occupation

- En 2001, le Québec compte un plus grand nombre de logements occupés par des ménages propriétaires (1 724 465) que par des ménages locataires (1 249 460). Cela se traduit par des proportions de 58,0 % pour ce qui est du premier mode d'occupation et de 42,0 % pour le second, d'où un gain quinquennal de 1,5 point de pourcentage des propriétaires au détriment des locataires. **De 1996 à 2001**, les logements en propriété augmentent quatre fois plus vite que les logements en location. En effet, ils s'accroissent de 8,2 % ou de 130 865 unités, en comparaison de 2,0 % ou de 24 155 unités quant aux logements loués. Le rythme apparaît moins rapide durant la période décennale **1991-2001** où les logements en propriété bondissent de 17,9 % ou de 261 275 unités, comparativement à une hausse de 6,9 % ou de 80 150 unités que connaissent les logements en location.
- Sur le plan régional**, en 2001, trois régions administratives présentent une proportion de logements en propriété inférieure à la moyenne québécoise (58,0 %). Il s'agit d'abord et surtout de Montréal (35,8 %), de Québec (55,7 %) – de justesse –, sans oublier le Nord-du-Québec (42,4 %) qui, soit dit en passant, connaît la particularité d'avoir 14,4 % de logements de bande. Les autres régions présentent une proportion bien supérieure à la moyenne, atteignant même 70 % dans certains cas : Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine (75,8 %), Lanaudière (74,7 %), Chaudière-Appalaches (72,8 %) et Laurentides (70,0 %).
- De 1996 à 2001**, mis à part le Nord-du-Québec (– 0,2 %), toutes les régions administratives montrent une hausse des logements en propriété, même au-dessus de la moyenne québécoise (+ 8,2 %) pour quelques-unes : Laurentides (+ 13,8 %), Estrie (+ 10,6 %), Laval (+ 9,8 %), Outaouais (+ 9,4 %) et Montréal (+ 8,8 %). Il n'en demeure pas moins que le plus gros des gains se trouve dans

09 Côte-Nord	10 Nord-du- Québec	11 Gaspésie- Îles-de-la- Madeleine	12 Chaudière- Appalaches	13 Laval	14 Lanaudière	15 Laurentides	16 Montréal	17 Centre-du- Québec	Caractéristique
n									
									2001
37 960	11 420	38 295	149 730	132 640	147 060	180 630	500 565	87 865	Total
26 245	4 845	29 015	109 045	88 105	109 845	126 470	337 185	59 040	En propriété
10 555	4 940	9 180	40 665	44 535	36 950	54 160	163 345	28 820	En location
1 160	1 645	95	-	-	260	-	-	-	Logement de bande
									1996
37 640	11 180	38 270	140 205	123 650	136 445	164 395	473 680	82 180	Total'
25 005	4 855	28 670	101 280	80 220	101 555	111 105	312 400	54 780	En propriété
11 500	5 080	9 530	38 925	43 430	34 815	53 290	161 280	27 400	En location
1 135	1 245	70	-	-	75	-	-	-	Logement de bande
									1991
35 515	9 690	36 370	129 020	113 600	118 280	140 325	436 665	75 470	Total'
23 150	4 165	27 840	94 805	72 525	88 340	95 380	285 090	50 270	En propriété
11 470	5 525	8 480	34 215	41 075	29 765	44 945	151 575	25 200	En location
895	-	50	-	-	175	-	-	-	Logement de bande

la Montérégie (+ 24 785 unités), suivie de Montréal (+ 23 295 unités), des Laurentides (+ 15 365 unités) et de Québec (+ 10 805 unités).

- En 10 ans, c'est-à-dire **entre 1991 et 2001**, toujours en ce qui concerne les logements en propriété, la région des Laurentides reste au premier rang (+ 32,6 %), devant Lanaudière (+ 24,3 %), l'Outaouais (+ 24,2 %) et Laval (+ 21,5 %), entre autres. Cependant, en chiffres absolus, la Montérégie vient en tête (+ 52 095 logements), puis Montréal (+ 34 720 logements) et les Laurentides (+ 31 090 logements).
- **Quant aux régions métropolitaines de recensement** qui, dans l'ensemble, abritent 67,4 % des logements privés occupés du Québec, la proportion des logements en propriété (52,3 %) se révèle inférieure à la moyenne québécoise (58,0 %). Toutefois, les RMR du Saguenay et de Gatineau se démarquent avec 62,3 % et 62,4 %, et celle de Montréal atteint enfin 50 % (précisément 50,2 %).
- **De 1996 à 2001**, alors que les logements en location reculent dans deux RMR (en l'occurrence celles du Saguenay et de Trois-Rivières), les logements en propriété s'accroissent dans toutes les RMR, allant de 12,7 % ou de 3 885 unités dans celle de Sherbrooke à 6,4 % ou 2 315 unités dans la RMR du Saguenay, en passant par 9,5 % ou 61 675 unités dans celle de Montréal ou bien 8,2 % ou 12 400 unités dans celle de Québec.
- **De 1991 à 2001**, aucune RMR ne subit de réduction. Les taux de croissance se situent, pour ce qui regarde les logements en propriété, entre 27,9 % dans Gatineau et 11,7 % dans Saguenay et, en ce qui concerne les logements en location, entre 15,1 % dans Gatineau et 3,3 % dans Trois-Rivières. Pour ce qui est des logements en propriété, il s'agit notamment de 116 290 unités dans Montréal et de 27 980 unités dans Québec.

Logements privés occupés selon le mode d'occupation, régions métropolitaines de recensement du Québec, 2001, 1996 et 1991

Caractéristique	Le Québec	Région métropolitaine de recensement						Total régions métropolitaines de recensement
		408 Saguenay ¹	421 Québec	433 Sherbrooke	442 Trois-Rivières	462 Montréal	505 Gatineau ²	
n								
2001								
Total	2 973 925	62 195	295 105	66 285	59 580	1 417 360	103 440	2 003 965
En propriété	1 724 465	38 760	163 785	34 435	34 130	711 505	64 500	1 047 115
En location	1 249 460	23 440	131 300	31 850	25 450	705 855	38 935	956 830
1996								
Total	2 818 905	59 940	275 895	60 850	57 590	1 341 155	94 585	1 890 015
En propriété	1 593 600	36 445	151 385	30 550	31 930	649 830	58 185	958 325
En location	1 225 305	23 495	124 510	30 300	25 660	691 325	36 400	931 690
1991								
Total	2 632 500	56 990	253 365	56 150	54 170	1 266 870	84 255	1 771 800
En propriété	1 463 190	34 705	135 805	27 815	29 540	595 215	50 415	873 495
En location	1 169 310	22 285	117 560	28 335	24 630	671 655	33 840	898 305

1. Auparavant désignée sous le nom de RMR de Chicoutimi-Jonquière.

2. Partie québécoise de la RMR de Gatineau-Ottawa.

Source : Statistique Canada, Recensement du Canada, 2001.

Compilation et traitement : Institut de la statistique du Québec, Direction de l'édition et des communications, 2002.

CONCLUSION

Il ressort de cette esquisse du Québec et de ses régions que plusieurs changements généraux, vaguement perçus dans la structure démographique québécoise dès la première livraison des données du recensement de 2001, se reflètent de plus en plus sur les contours du portrait de famille de la population québécoise. Ainsi, la famille qui, de 1951 à 1976, englobait bon an mal an environ 90 % de la population du Québec, n'en couvre plus que 81,4 % en 2001. Par contre, durant la même période, le ménage qui, en 1951, regroupait 96,6 % de la population québécoise, gagne 1,5 point en atteignant 98,1 % en 2001.

De fait, la proportion des familles dites « traditionnelles », c'est-à-dire avec époux, épouse et enfant à la maison se rétrécit à vue d'œil au fil des recensements, devant l'importance grandissante des familles monoparentales et, surtout, des familles avec couple vivant en union libre. Rien qu'au cours des 15 dernières années, c'est-à-dire depuis 1986, la part des familles traditionnelles perd 20 points, alors que celle des familles en union libre se trouve presque multipliée par quatre et que s'agrandit encore davantage la place de la famille époux, épouse, mais sans enfant à la maison.

Dans la même veine, la prépondérance des ménages familiaux (autant unifamiliaux que multifamiliaux) en impose moins, face à l'influence croissante des ménages non familiaux, et particulièrement face à la montée rapide des ménages formés de une personne. En corollaire, les tailles moyennes s'amincissent, sur le plan démographique. Ainsi, le ratio de personnes par famille, après avoir longtemps approché, dans un sens ou dans l'autre, 4,0 jusqu'au début des années 1970, n'est plus que de 2,9 en 2001. De même, le ratio de personnes par ménage privé tombe à 2,4 en 2001, soit la moitié du taux enregistré en 1951.

Bref, vieillissement démographique, faible taux de relève dans la population active, essor de nouvelles catégories familiales, taille réduite des groupes démographiques ne sont que quelques-uns des changements révélés par l'analyse des quelques données disponibles du recensement de 2001, dont les livraisons ultérieures permettront de préciser davantage les traits caractéristiques de la population québécoise.